

NATIONS
SOLIDAIRES

LE DOSSIER

Bonne affaire ou catastrophe, la baisse du prix du pétrole touche tous les pays mais de manière différente.

LES MALICES DE L'OR NOIR

Jusqu'ou baissera-t-il ? Se stabilisera-t-il enfin ? Si à long terme la remontée du prix du pétrole ne fait aucun doute, l'incertitude pour le court terme est totale. Mais l'effondrement de ces derniers mois, une aubaine (relative) pour les pays consommateurs, provoque des catastrophes chez certains pays producteurs. A chaque rupture d'équilibre, des effets pervers ne manquent pas de se produire. Les pays producteurs ont plus souvent investi dans le prestige que dans l'après-pétrole. Les pays occidentaux, la France en particulier, risquent d'oublier le temps du pétrole cher et avec lui, les programmes de recherches sur les énergies alternatives. Pour une majorité de pays en développement, la baisse du baril correspond à une bouffée d'oxygène inespérée. Déjà, pourtant, de nombreux travailleurs immigrés, partis faire fortune dans les pays du golfe, du temps des années fastes, reviennent au pays. Il faudra partager avec ces enfants de retour. Et si les populations ont souvent payé le prix de l'augmentation, bénéficieront-elles des avantages de la baisse ?

1973-1983, décennie faste pour les pays de l'OPEP qui encaissent près de 1 800 milliards contre moins de 125 milliards au cours de la décennie précédente : les recettes sont ainsi multipliées par 14. Le transfert de ces revenus accroît la dette, qu'il s'agisse des pays développés - comme la France - ou des pays en développement importateurs de pétrole (Brésil, Inde, Pakistan, Maroc, Côte d'Ivoire, Sénégal, etc...).



A ABOU DHABI EN ARABIE SAOUDITE.

Déjà affectés par la crise économique, les pays en développement-importateurs de pétrole doivent faire face au nouveau fardeau des importations pétrolières : ce coût représente jusqu'à 40 % des recettes en devises pour des pays comme la Jamaïque, l'Inde ou le Brésil. Avec l'augmentation des taux d'intérêts mondiaux, les pays du Tiers monde vont avoir de plus en plus de mal à se procurer un crédit de plus en plus cher.

En revanche, la manne pétrolière bénéficie également à des pays producteurs non membres de l'OPEP : Oman, Tunisie, Egypte, Congo, Brunei, Mexique, Pérou - ou encore : Grande-Bretagne, Norvège, Etats-Unis (Alaska) et URSS. Un aspect important quand on sait que la production de ces pays représente aujourd'hui le double des exportations des pays de l'OPEP. L'OPEP n'encaisse pas seule les dividendes de la hausse des prix du pétrole.

Cet argent frais a financé de gigantesques programmes d'investissements dans les pays de l'OPEP (voir article p. 10). L'espérance de vie augmente rapidement tandis que recule l'analphabétisme. Au Qatar - revenu par tête le plus élevé du monde - le bien être atteint un niveau incomparable. Mais la distance reste considérable entre un Qatar - près de 30 000 dollars par tête en 1983 - et un Indonésien - 502 dollars par tête. Plus généralement peut-on mettre sur le même pied, un Britannique, un Mexicain et un Gabonais ? L'uniformité apparente des économies pétrolières masque des différences considérables. Ces dernières expliquent les comportements spécifiques de ces économies aujourd'hui à l'heure du contre-choc pétrolier.

P. Chauvet/SIPA

Les conséquences peuvent être dramatiques pour les producteurs mais le problème de l'énergie concerne tous les pays et l'humanité dans l'ensemble.

QUATRE RAISONS DE L'EFFONDREMENT DES COURS

- L'augmentation considérable depuis 1973 de la production de pétrole dans les régions hors OPEP à la suite de l'action concertée des États consommateurs et des compagnies soucieuses de desserrer le « garrot OPEP ».

- Le développement des sources alternatives d'énergie (charbon, énergie nucléaire, etc.) et la mise en œuvre de programmes de conservation d'énergie.

- Le développement de la production pétrolière dans les pays en développement fortement tributaires des importations de brut (Brésil, Pakistan, Turquie, Inde, Côte d'Ivoire, Cameroun, etc.).

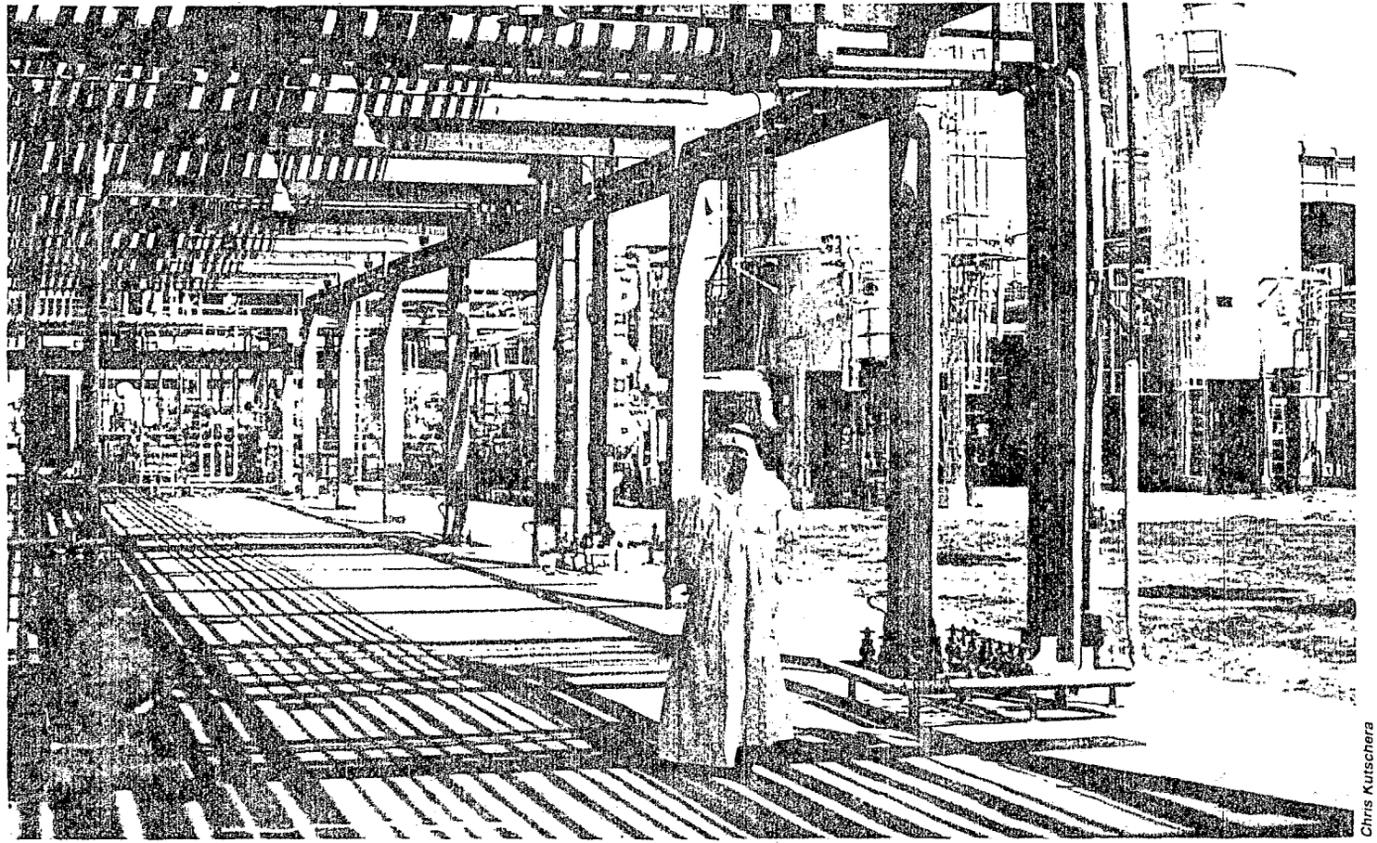
- La relative stagnation de la croissance économique mondiale qui exerce un effet dépressif sur la demande de pétrole.

La demande mondiale de « pétrole OPEP » passe de 31 millions de barils par jour en 1977 à 16 millions en 1985. Parallèlement, la production OPEP passe, dans la même période, d'un niveau négligeable à 28 millions de barils par jour.

Entre 1980 et 1985, les recettes pétrolières diminuent de moitié : 140 milliards de dollars contre 280. Sur la base d'un prix moyen de 14 dollars en 1986 et de 18 millions de barils par jour exportés, les recettes attendues devraient avoisiner les 92 milliards de dollars, soit un niveau trois fois inférieur à leur niveau de 1980. A cette baisse, il faut ajouter l'effet de la baisse accélérée du dollar - plus de trente pour cent en un an - ce qui réduit d'autant le pouvoir d'achat des pays producteurs.

Conséquences pour les producteurs

Elles risquent d'être dramatiques. En effet, si le PNB des pays de l'OPEP s'est fortement accru de 1973 à 1983, passant de 110 milliards de \$ en 1973 à 620 milliards de \$, la fragilité de ces pays a augmenté : ils sont devenus plus dépendants de la rente pétrolière, donc, de l'extérieur. Les investissements n'ont pas



LA RAFFINERIE DE DJEDDAH SUR LA MER ROUGE EN ARABIE SAOUDITE.

Chris Kutschera

toujours bénéficié aux structures productives. On peut même se demander si la rente, en favorisant la spéculation et les gains faciles, n'a pas en définitive joué contre le développement, transformant les économies pétrolières en économies rentières (1). Avec tous les bénéfices d'un bien-être accru, mais avec une structure productive atrophie. Conséquence : une disproportion - parfois considérable - entre le niveau des consommations - et la production locale. La zone OPEP risque de connaître un déficit de l'ordre de 70 millions de dollars en 1986. Ce déficit pourrait atteindre des niveaux intolérables dans des pays comme le Nigéria, l'Équateur et le Vénézuéla.

Ces remarques s'appliquent de la même façon à des pays comme l'Égypte - dont les derniers événements du Caire sont une avant-première de l'effet destabilisateur de la rente pétrolière - le Mexique, la Tunisie, Oman. En Grande-Bretagne, l'impact risque d'être désastreux pour les finances publiques et la livre, mais la baisse de cette dernière - surévaluée en raison des recettes pétrolières - peut relancer la machine industrielle et réduire l'effet pervers de la rente sur le secteur productif de l'économie. Même observation pour les Pays-Bas.

Pour les pays du Tiers monde consommateurs, la surprise est divine avec en prime la baisse des taux d'intérêt et les perspectives de reprise dans les économies industrialisées. Grands consommateurs et fortement endettés, Brésil, Jamaïque, Philippines, Taïwan, Corée du Sud, Inde, Pakistan, Maroc, Zaïre, Sénégal, Kenya, Thaïlande, Turquie, Hong Kong, voient leur sort s'éclaircir au grand bénéfice des banques - notamment américaines - affectées par les dettes mexicaines, vénézuéliennes, ainsi que du secteur énergétique américain.

En Europe, ballon d'oxygène important pour le Portugal, Chypre, la Grèce, l'Espagne et les pays socialistes de l'Est. Enfin, aubaine pour les grands consommateurs, comme la France, l'Italie, l'Allemagne, les États-Unis et le Japon.

Perspectives

Cela étant, on aurait tort de se réjouir trop vite de l'effondrement des économies pétrolières. Tout d'abord, les prévisions concernant l'offre d'énergies à moyen terme sont pessimistes. Dans le meilleur des cas, le pétrole représentera encore près de 40 pour cent de la consommation d'énergie en l'an 2000. Or, les réserves nouvelles ne combient

pas les prélèvements au titre de la consommation. Les productions britanniques et américaines déclineraient rapidement à partir de 1988. Le Moyen-Orient - et notamment le Golfe - apparaît comme l'arbitre décisif des années 90, avec 67 % des réserves mondiales. L'effondrement des prix du pétrole - en accélérant la reprise économique mondiale et l'abandon général des énergies de substitution et de la recherche de pétrole coûteux risquent bien de créer les conditions d'un troisième choc pétrolier dont le monde entier pâtirait.

Le problème de l'énergie - concerne au-delà des producteurs et des consommateurs, l'humanité dans l'ensemble. Il ne sera résolu que par la coopération de tous. Le prix du pétrole doit à l'avenir permettre le développement régulier des sources d'énergies alternatives ainsi que des énergies conventionnelles et permettre en même temps aux pays producteurs de sortir leur économie du sous-développement.

Adbelkader Sid Ahmed
Chercheur à l'ORSTOM

(1) C'est la thèse que nous défendons dans notre ouvrage : « Développement sans croissance : l'expérience des économies pétrolières du Tiers monde. » Publisud, Paris - 1983.

« A 10 DC LE MO

Le pétrole source d'énergie bon marché ? On n'y pensait plus, on avait oublié... L'idée ressurgit en force et amène certaines questions : quel avenir pour les autres énergies, les « nouvelles », les « de substitution » ? A l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Énergie », (AFME), on ne cache pas une certaine inquiétude et l'on craint une démobilité du public.

Actuellement, on ne peut rien prévoir à court terme, c'est ce qui est dommageable. L'évolution du pétrole relève du jeu de dés. Or, l'incertitude favorise la spéculation et l'immobilisme. Denis Clerc, économiste de l'AFME, craint une paralysie des investissements dans le domaine de la maîtrise de l'énergie. Déjà, les demandes de diagnostic ont beaucoup diminué ces derniers temps : « on sent les gens incertains ». A côté du domaine des économies

NATIONS SOLIDAIRES

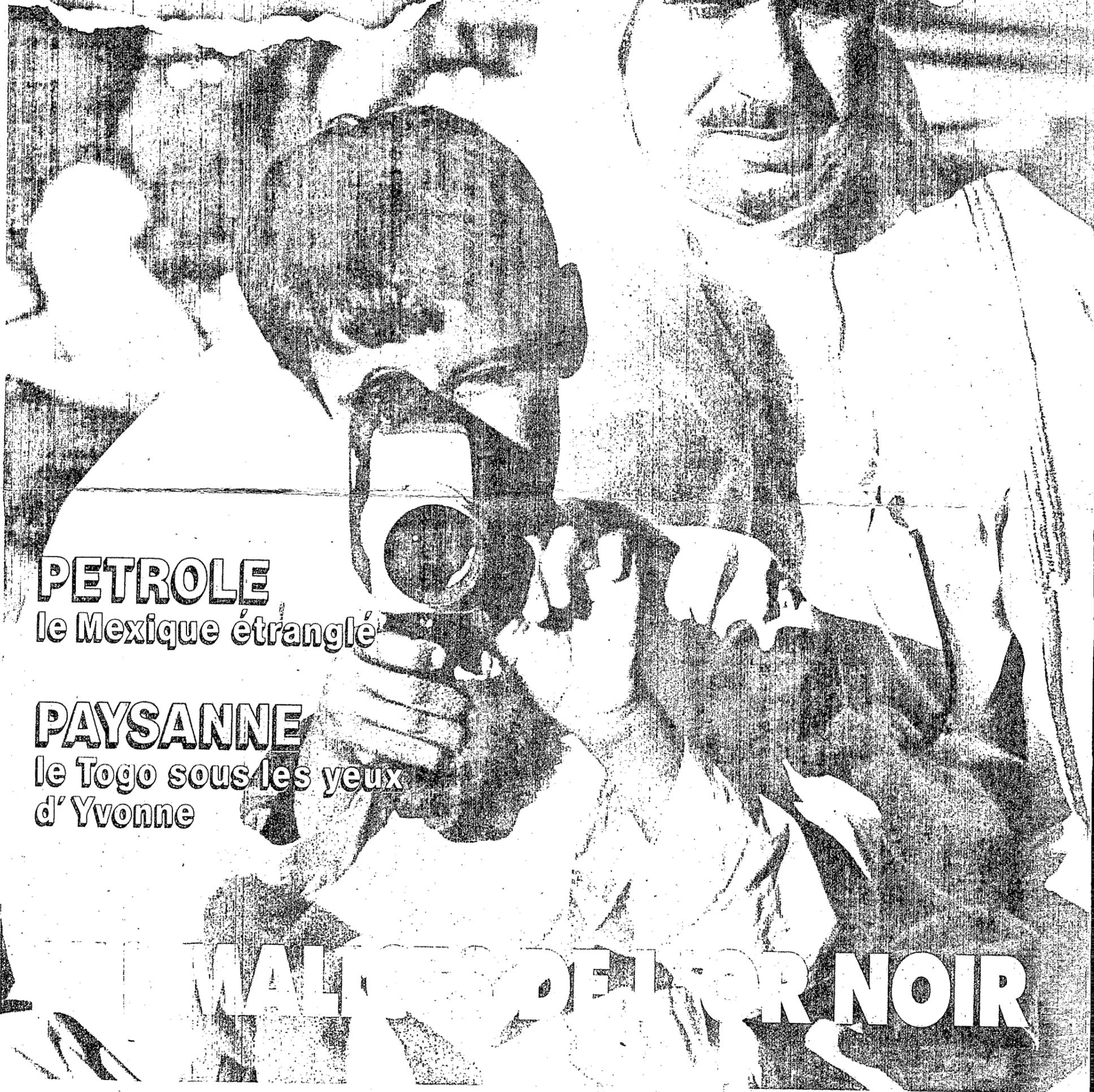
Mensuel n° 153

Mai 1986

Prix: 5 francs

ENQUÊTE LECTEURS

800 A 4767



PETROLE
le Mexique étranglé

PAYSANNE
le Togo sous les yeux
d'Yvonne

LE MALI DE L'OR NOIR

ORSTOM Fonds Documentaire

N° : 28202

Cote : B